

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 41871C

Inscrit le 25 octobre 2018

---

### **Audience publique du 18 décembre 2018**

**Requête en relevé de forclusion présentée par  
les époux ... et ...,  
par rapport à une requête d'appel inscrite sous le numéro 41511C du rôle  
les opposant à l'administration des Contributions directes  
dirigée contre un jugement du tribunal administratif  
du 25 juin 2018 (39259 du rôle)**

---

Vu la requête en relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice déposée au greffe de la Cour administrative le 25 octobre 2018 sous le numéro 41871C du rôle par Maître Jean-Paul NOESEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom des époux ..., huissier de justice honoraire, et ..., sans état connu, demeurant ensemble à L-... ..., ..., tendant à être relevés de la déchéance par eux ainsi mise en avant résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice invoqué par rapport à une requête d'appel inscrite sous le numéro 41511C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 27 juillet 2018 à l'encontre d'un jugement du tribunal administratif du 25 juin 2018 (n° 39259 du rôle) ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 16 novembre 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Eric PRALONG ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la requête en relevé de déchéance ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jean-Paul NOESEN et Monsieur le délégué du gouvernement Eric PRALONG en leurs plaidoiries respectives en la chambre du conseil de la Cour administrative en date de ce 18 décembre 2018.

---

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 25 octobre 2018 et inscrite sous le numéro 41871C du rôle, les époux ... et ..., ci-après « *les époux ...* », ont sollicité un relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice invoqué par rapport à une requête d'appel par eux déposée en date du 27 juillet 2018 sous le numéro 41511C du rôle, dirigée contre un jugement du tribunal administratif du 25 juin 2018 (n° 39259 du rôle) ayant déclaré recevable mais non fondé leur recours en réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 16 décembre 2016 déclarant partiellement fondée leur réclamation introduite à l'encontre des bulletins de l'impôt sur le revenu pour les années d'imposition 2006 à

2008, émis le 20 février 2013, tout en disant qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur leur recours subsidiaire en annulation.

Ils justifient cette requête en ce que cet appel a été déposé parallèlement à celui inscrit sous le numéro 41512C du rôle, dirigé contre un jugement du tribunal administratif du même jour portant le numéro 39260 du rôle et ayant trait à la décision directoriale du même jour concernant les années d'imposition 2009 à 2011.

Les requérants expliquent que si leur requête d'appel inscrite sous le numéro 41512C du rôle se trouvait amplement motivée, cette motivation était censée être reportée également sur leur requête portant le numéro 41511C du rôle. Cependant, pour des raisons de logiciel, tel n'a pas été le cas et la requête d'appel en question a été imprimée sans motivation, tout en comportant cependant le dispositif adéquat.

Les requérants déclarent introduire leur requête en déchéance précisément en vue de pouvoir faire déposer un nouvel acte d'appel doté cette fois-ci de la motivation adéquate également. Ils estiment qu'en donnant instruction d'interjeter appel, ils auraient fait personnellement toutes les diligences nécessaires à ces fins et que partant le dépôt d'un acte d'appel inadéquat l'aurait été sans faute de leur part.

Ils invoquent un jugement du tribunal administratif du 2 octobre 2000 (n° 11929 du rôle), de même qu'un autre jugement du même tribunal du 10 janvier 2005 (n° 18053 du rôle) suivant lesquels serait déboutée toute demande de relevé de forclusion dans le but de servir de remède à un recours antérieurement introduit dans le délai légal, mais déclaré irrecevable, au motif que jusqu'à ce jour, leur appel inscrit sous le numéro 41511C du rôle n'aurait pas été déclaré recevable et que dès lors une présente demande en relevé de forclusion devrait par contre être déclarée recevable et fondée.

Ils demandent partant à être relevés de la déchéance résultant de l'expiration du délai imparti pour former un appel valide contre le jugement du tribunal administratif du 25 juin 2018 portant le numéro 39259 du rôle.

Le délégué du gouvernement demande à voir déclarer irrecevable sinon non fondée la demande en relevé de forclusion avec rejet de l'ensemble des demandes adverses. Il estime que le texte de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 22 décembre 1986 relatif au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, ci-après « *la loi du 22 décembre 1986* », ne serait pas applicable au présent cas de figure, les requérants ayant précisément agi en justice dans les délais impartis.

La requête ne servirait qu'à remédier à une irrecevabilité de l'acte d'appel effectivement déposé et ne correspondrait pas, en ce sens, aux objectifs de ladite loi.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 décembre 1986, également applicable devant les juridictions de l'ordre administratif, dispose comme suit :

*« Si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité à agir ».*

Force est à la Cour de constater, tel que le représentant étatique le souligne à bon escient, que la démarche des requérants ne rentre nullement dans les prévisions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 décembre 1986.

Tout d'abord, les requérants ont agi dans le délai imparti et ont fait introduire leur requête d'appel dans les délais, tel qu'il résulte d'une analyse sommaire des dates de notification du jugement dont appel et du dépôt de la requête d'appel, le délai d'appel étant de 40 jours.

Il n'y a dès lors pas eu dans leur chef expiration du délai d'appel, sans appel fourni, ni absence de connaissance utile dans le délai de l'acte qui a fait courir le délai, ni encore impossibilité d'agir. Sous tous ces aspects, le cas de figure de l'espèce ne rentre point dans les prévisions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 décembre 1986.

Il appartiendra à la Cour de décider si l'appel est recevable *ratione temporis*, analyse d'ores et déjà sommairement effectuée ci-avant et se résolvant par l'affirmative.

Pour le surplus, la question posée est celle d'une éventuelle irrecevabilité pour raison d'absence de motifs suffisants en présence cependant d'un dispositif indiqué comme étant adéquat d'après les requérants.

Cette question est étrangère à la matière du relevé de forclusion.

Dès lors, la requête est à déclarer irrecevable pour ne point rentrer dans les prévisions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 décembre 1986.

**Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare la requête en relevé de forclusion irrecevable ;

laisse les dépens afférents à charge des requérants.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, président,  
Serge SCHROEDER, premier conseiller,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et prononcé à l'audience publique de ce jour en fin d'audience, à laquelle ce prononcé avait été fixé, au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Jean-Nicolas SCHINTGEN.

s. SCHINTGEN

s. DELAPORTE

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 20 décembre 2018

Le greffier de la Cour administrative